[Texte]

Mr. Kilgour: I don't think you need to take up the time of the committee to read the Liberal Party's position on this.

Ms Barlow: Well, it's very strong for Canadian control of the energy industry, Mr. Kilgour. It's really quite an astounding contradiction. It really is quite an astounding contradiction to what you... Do you have it there, Tony?

Mr. Clarke: Yes. I'd like to read it. Mr. Chairman, could I read

The Chairman: Read on.

Mr. Clarke: Mr. Chrétien-

Mr. Kilgour: Mr. Chairman, just for the record-

Mr. Clarke: Mr. Chrétien, I think in his statement on December 1 before the House, when he was addressing the question of NAFTA, made it quite clear that he was deeply concerned about the energy sector.

The Chairman: Why don't you read it, because it's important that you get these various contradictions out in the open. We really enjoy Mr. Chrétien's very strong trade policies and foreign control policies. We really want to know where he stands. Tell us, please.

Mr. Kilgour: On a point of order, Mr. Chairman, or privilege, this is not a courtroom, and I recognize fully that it shouldn't be a courtroom, but at least in a courtroom if you ask a witness a question, he or she is expected to answer the question, not to go off into something that is going to amuse the chairman or amuse the witness.

• 1040

Mr. Clarke: No, no, we're not going off into something else. We are getting fundamentally at the question of energy with regard to party positions. This is not an east-west issue, this is a question of national interest. I quote:

The Americans signed an agreement with the Mexicans on energy that is different from the one the Americans signed with us. We want to make sure that in case of a major crisis we can keep some of our resources for Canadians first. There is nothing wrong with that.

The Americans have huge reserves for what they call "national security". They have built up reserves over the years that are owned by the states that will never be touched, will never be available to Canadians or Mexicans. They are there for their national security.

We too need reserves for our national security but the Tories gave that away. What was unbelievable, because I have talked with some of the negotiators, is that the Americans were not asking to have a deal on energy, there was no problem for the Americans on energy. The problem was that we did not want to sell to them; it was never that they did not want to buy from us. There was no problem there. We had a policy that provided for reserves for our future. Security of supply, we called it.

[Traduction]

M. Kilgour; Je ne pense pas que vous deviez prendre le temps du comité pour lire la position du parti libéral sur cette question.

Mme Barlow: Il est très en faveur du contrôle du Canada sur son secteur énergétique, monsieur Kilgour. C'est vraiment une contradiction reversante. C'est vraiment une contradiction renversante par rapport à ce que vous. . . L'avez-vous, Tony?

M. Clarke: Oui. J'aimerais le lire. Monsieur le président, puis-je lire ceci?

Le président: Faites.

M. Clarke: M. Chrétien. . .

M. Kilgour: Monsieur le président, j'aimerais qu'il soit porté au compte rendu que. . .

M. Clarke: M. Chrétien, dans une déclaration faite à la Chambre le 1^{er} décembre, je pense, quand il a abordé la question de l'ALÉNA, a dit bien clairement qu'il était très préoccupé par le secteur énergétique.

Le président: Pourquoi ne le lisez vous pas, car il est important de mettre au jour ces contradictions. Nous apprécions beaucoup les politiques de contrôle des intérêts étrangers et les politiques commerciales très solides de M. Chrétien. Nous voulons vraiment savoir quelle est sa position. Veuillez lire, s'il-vous-plaît.

M. Kilgour: J'invoque le Règlement, monsieur le président, ou je pose une question de privilège. Ce n'est pas un tribunal, et je suis bien d'accord pour dire qu'il ne faudrait pas qu'on soit au tribunal, mais au moins dans tribunal on peut poser une question au témoin et il est censé y répondre, et non pas divaguer pour parler de quelque chose qui risque d'amuser le président ou le témoin.

M. Clarke: Non, non, nous ne débordons sur autre chose. Nous traitons essentiellement de la position des partis sur l'énergie. Ce n'est pas une question d'opposition entre l'Est et l'Ouest, c'est une question d'intérêt national. Je cite:

Les Américains ont signé avec les Mexicains un accord sur l'énergie. Ce n'est pas comme s'ils avaient signé avec nous. Nous voulons faire en sorte qu'en cas de crise majeure, nous aurons des ressources pour les Canadiens d'abord. Il n'y a aucun mal à cela.

Les Américains gardent d'énormes réserves pour assurer la sécurité nationale, selon leur expression. Avec les années, ils ont accumulé des réserves à partir des ressources qui appartiennent aux États; ils n'ont pas l'intention d'entamer ces réserves ni de les mettre un jour à la disposition des Canadiens ou des Mexicains. Elles doivent servir à la sécurité nationale.

Or, nous aussi, nous avons besoin de réserves pour assurer notre sécurité nationale, mais les conservateurs y ont renoncé. C'est incroyable, parce qu'en parlant avec certains négociateurs, ils m'ont déclaré que les Américains ne voulaient pas d'un accord sur l'énergie. Pour les Américains, les ressources énergétiques ne posaient pas problème; la difficulté, c'est que nous ne voulions pas leur en vendre, ce n'est pas eux qui ne voulaient pas nous en acheter. Non, cela ne soulevait vraiment aucun problème. Notre politique consistait à accumuler des réserves pour l'avenir. Nous appelons cela la sécurité des approvisionnements.